

Préférences en matière de politique sociale

Comme le laissait présager le niveau d'insatisfaction à l'égard des services publics, la plupart des personnes interrogées disent souhaiter un renforcement de l'action publique en leur faveur. **Dans tous les pays sauf deux, la majorité des répondants déclarent que les autorités devraient prendre davantage de mesures pour assurer leur sécurité économique et sociale**, par opposition au *statu quo* ou à une baisse des prestations (graphique 3.6). Même au Danemark et en France – qui comptent le plus fort pourcentage de personnes satisfaites des politiques sociales – plus de 45 % des répondants estiment que l'État devrait intensifier ses efforts. Au Chili, en Grèce, en Israël, en Italie, en Lituanie, au Mexique, au Portugal et en Slovénie, cette proportion atteint 80 % ou plus.

Les priorités en matière de prestations diffèrent et varient selon les catégories sociales, mais une augmentation de l'investissement dans les régimes de retraite et de santé figure souvent au premier plan. Globalement, dans les 21 pays de l'enquête, 54 % des répondants citent la hausse des pensions et 48 % l'amélioration des soins parmi les trois prestations publiques dont « ils auraient le plus besoin » pour renforcer leur sentiment de sécurité économique et celui de leur famille (OECD, 2019).

Les citoyens sont prêts à accepter une augmentation de leurs cotisations pour bénéficier de meilleures prestations de retraite et de soins. Dans 19 des 21 pays ayant participé à l'enquête, les répondants sont plus susceptibles de souscrire à l'idée d'une hausse des dépenses publiques consacrées aux retraites que de la rejeter, même si cela suppose une augmentation des impôts et la réduction d'autres programmes, et ils sont dans l'ensemble près de 40 % à se déclarer disposés à consacrer 2 % de plus de leurs revenus à des impôts à cet effet (graphique 3.7). C'est en Irlande que les répondants sont le plus disposés à voir leurs cotisations de santé augmenter (51 %) ; viennent ensuite le Portugal (49 %), la Grèce et le Chili (48 % dans les deux cas).

Le soutien au renforcement des politiques dans d'autres domaines est moins massif, mais un quart des répondants environ se déclarent favorables à une augmentation des impôts pour améliorer les services de logement, d'éducation et de soins de longue durée (OECD, 2019).

Les répondants des pays moins riches sont plus susceptibles que les autres de donner priorité aux mesures de soutien au marché du travail, comme les services d'aide à la recherche d'emploi ou les aides financières à la création d'entreprise. Les répondants des pays riches citent plus souvent l'aide au logement parmi les mesures publiques dont ils ont le plus besoin (ibid.).

Les habitants des pays marqués par de fortes inégalités de revenus sont plus susceptibles de donner priorité aux aides à

l'éducation que ceux des pays plus égalitaires (graphique 3.8), peut-être pour assurer l'égalité des chances. Dans des pays très inégalitaires comme la Grèce et le Chili, par exemple, plus de quatre répondants sur dix citent les politiques en matière d'éducation parmi les plus nécessaires – et un pourcentage similaire se dit en faveur d'une hausse des impôts à cette fin.

Définition et mesure

Les graphiques suivants présentent les résultats de l'enquête 2018 de l'OCDE *Des risques qui comptent* (voir le chapitre 2 pour de plus amples informations à ce sujet).

Au graphique 3.6, il a été demandé aux répondants si l'État devait renforcer ou diminuer son action en vue d'assurer leur sécurité économique et sociale, ou ne rien modifier à la situation actuelle. Ils pouvaient aussi opter pour la réponse « ne se prononce pas ». Au graphique 3.7, il leur était demandé s'ils étaient favorables à une augmentation de 2 % de leurs impôts/cotisations sociales afin de bénéficier de prestations et de services publics de meilleure qualité. Ils étaient libres de choisir plusieurs réponses, ou aucune.

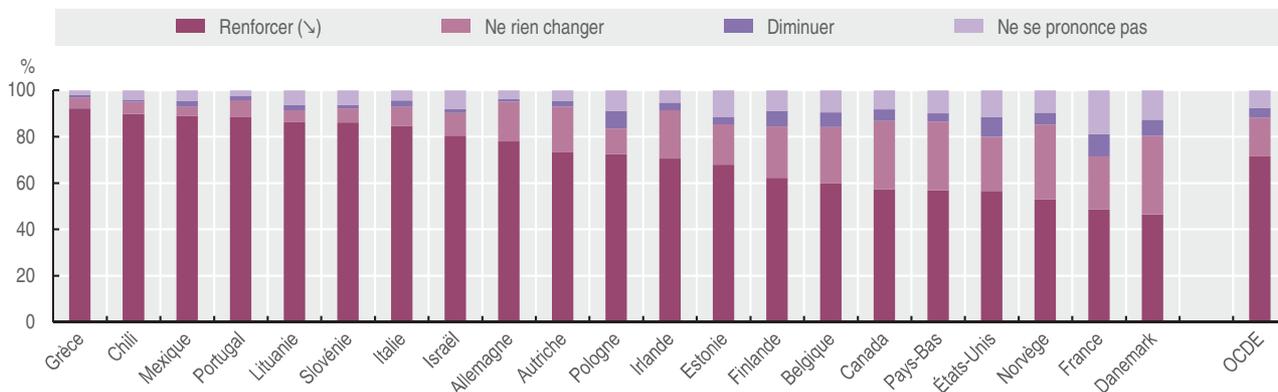
À la partie A du graphique 3.8, la question portait sur les aides publiques dont les répondants auraient besoin pour améliorer leur sécurité économique. Ils pouvaient choisir zéro, une, deux, ou trois aides sur une liste comportant neuf. Dans la partie B, il leur était demandé d'indiquer s'ils étaient disposés à consacrer 2 % de plus de leur revenu à des impôts/cotisations sociales pour bénéficier de prestations et services publics de meilleure qualité. Ils étaient libres de choisir plusieurs réponses, ou aucune. Les données relatives au coefficient de Gini portent sur l'année 2015, sauf celles concernant le Mexique (2014) ; celles relatives au revenu se fondent sur le revenu disponible (après impôts et transferts) de la *Base de données de l'OCDE sur la distribution des revenus*.

Pour en savoir plus

OCDE (2019), *Des risques qui comptent* : Résultats préliminaires de l'enquête internationale 2018 de l'OCDE sur les risques sociaux et économiques, Éditions OCDE, Paris, www.oecd.org/fr/social/risks-that-matter.htm

3.6. Dans tous les pays sauf deux, la plupart des gens pensent que l'État devrait renforcer son action en vue d'assurer leur sécurité économique et sociale

Répartition des réponses à la question : « Selon vous, l'État devrait-il renforcer son action en vue d'assurer votre sécurité économique et sociale, la diminuer, ou ne rien changer ? », 2018

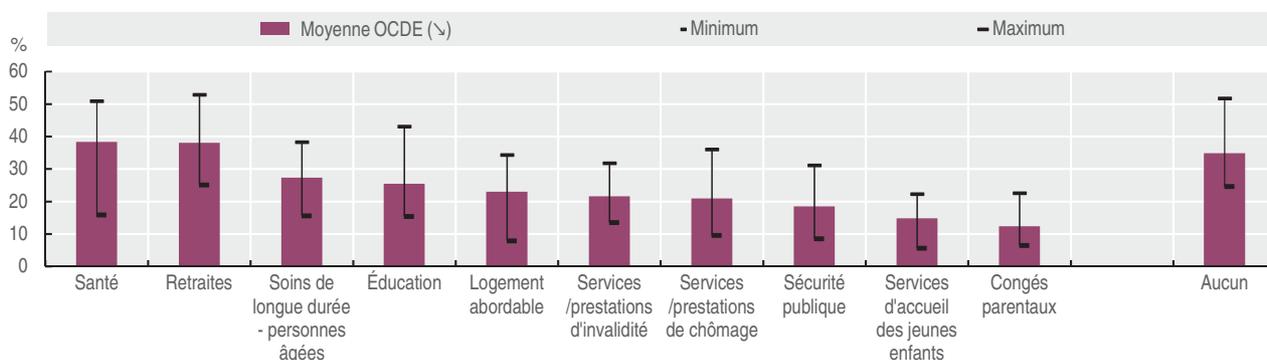


Source : Estimations du Secrétariat de l'OCDE fondées sur l'enquête de l'OCDE *Des risques qui comptent* (2018), www.oecd.org/fr/social/risks-that-matter.htm.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933938401>

3.7. Près de 40 % des répondants sont disposés à payer davantage d'impôts en contrepartie d'une amélioration des régimes de retraite et de santé

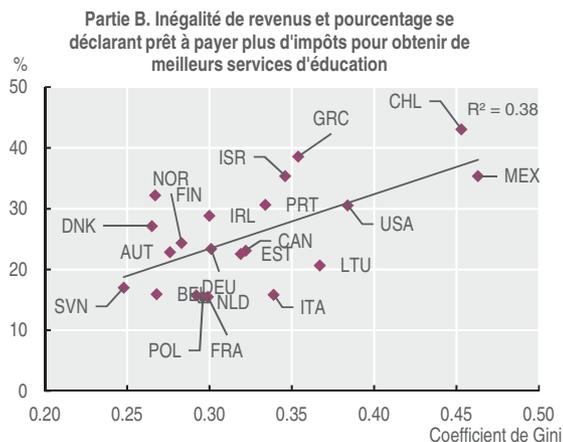
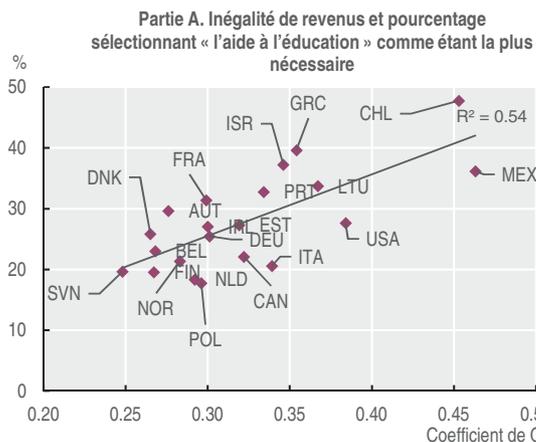
Pourcentage de répondants se déclarant disposés à consacrer 2 % de plus de leur revenu à des impôts/cotisations sociales pour bénéficier de prestations et de services publics de meilleure qualité, moyenne internationale non pondérée, 2018



Source : Estimations du Secrétariat de l'OCDE fondées sur l'enquête de l'OCDE *Des risques qui comptent* (2018), www.oecd.org/fr/social/risks-that-matter.htm.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933938420>

3.8. L'amélioration de l'enseignement public figure en tête des priorités des répondants dans les pays plus inégalitaires



Source : Estimations du Secrétariat de l'OCDE fondées sur l'enquête de l'OCDE *Des risques qui comptent* (2018), www.oecd.org/fr/social/risks-that-matter.htm et base de données de l'OCDE sur la distribution des revenus (www.oecd.org/fr/social/donnees-distribution-revenus.htm).

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933938439>



Extrait de :
Society at a Glance 2019
OECD Social Indicators

Accéder à cette publication :
https://doi.org/10.1787/soc_glance-2019-en

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2019), « Préférences en matière de politique sociale », dans *Society at a Glance 2019 : OECD Social Indicators*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/8b9d87d3-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.